

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Le cinquantenaire de la Charte d'Amiens

Le congrès d'Amiens
(Extraits des " Temps Nouveaux " de 1906)

par Pierre MONATTE

Souvenirs d'un ancien

par G. DUCHÊNE

L'actualité de la Charte d'Amiens

par R. HAGNAUER

Cynisme ou inconscience?

R. LOUZON

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR
Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 108 - Aout-Septembre 1956

Cynisme ou inconscience ?	R. LOUZON
Le congrès d'Amiens	P. MONATTE
Prolétaires, debout !	G. DUCHENE
L'actualité de la Charte d'Amiens	R. HAGNAUER
Le procès de Poznan	N. FAUCIER

Parmi nos lettres

Franc (Loire). — Pochthier (Doubs). — Trois
militants de l'Union locale F.O. de Cannes.

Notes d'économie et de politique

Ce qu'on entend par « tuer des fellaga ». —
Question de terminologie : « tués » et
« massacrés ». — Une bonne nouvelle

R. L.

Renaissance du syndicalisme

Où en est l'Union des syndicalistes ?

R. GUILLORE

Entre nous

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 1^{er} JUILLET. — Clôture du congrès
socialiste de Lille.

En Algérie, attentat à la grenade au casino de
Constantine : 3 morts, 33 blessés.

Aux Etats-Unis, grève de 650.000 ouvriers métal-
lurgistes.

LUNDI 2. — Expulsion de plusieurs Français et
Européens de Tlemcen soupçonnés « d'intelli-
gences » avec les milieux rebelles d'Algérie.

Menace de scission au sein de l'Union Natio-
nale des Etudiants de France à propos de l'af-
faire algérienne.

MARDI 3. — Les Etats-Unis reconnaissent la souve-
raineté du gouvernement des Philippines sur les
bases américaines.

Le comité exécutif de la C.I.S.L. admet l'U.G.T.
Algérienne comme membre affilié.

Conférence des ministres du Commonwealth
britannique.

Exclusion de M. Imre Nagy du parti des travail-
leurs hongrois.

MERCREDI 4. — Reprise à Paris des négociations
franco-tunisiennes.

JEUDI 5. — Ordre de grève générale des organisations
syndicales agricoles italiennes.

VENDREDI 6. — Le gouvernement américain signi-
fie au gouvernement égyptien que les fonds
prévus pour la construction du barrage d'Assouan
ont été versés au Trésor.

Les mouvements nationalistes algériens lan-
cent un ordre de grève générale de solidarité :
70 à 80 % des travailleurs nord-africains s'y
associent dans la région parisienne. A Alger, la
participation atteint 90 %.

SAMEDI 7. — Vote par le Bundestag allemand du
service militaire obligatoire.

Communiqué commun des centrales ssyndicales
tunisienne, marocaine et de l'Union Générale
des Travailleurs Algériens.

LUNDI 9. — Au Maroc, le cabinet impérial annonce
l'intégration de l'armée de libération dans les
forces royales.

JEUDI 12. — Par 332 voix contre 181 et 70 abstentions,
l'Assemblée nationale vote la confiance au
gouvernement pour la création de l'Euratom.

VENDREDI 13. — Réception à Belgrade du colonel
Nasser, président de la République égyptienne.
Fin du congrès du parti social démocrate alle-
mand.

SAMEDI 14. — Suspension des négociations franco-
tunisiennes à la suite d'un vote du Sénat et de
déclaration gouvernementale défavorable aux Tu-
nisiens.

A Rouen, congrès de la Ligue des Droits de
l'Homme.

MARDI 17. — Congrès du Syndicat National des
Instituteurs à Grenoble.

MERCREDI 18. — Ouverture au Havre du congrès
du parti communiste français.

Conclusion d'un accord commercial entre
Israël et l'U.R.S.S.

Rakosi, secrétaire général du parti des tra-
vailleurs hongrois, donne sa démission.

JEUDI 19. — Elections en Côte de l'Or : le parti
gouvernemental remporte la majorité absolue.

Fin des entretiens Tito-Nasser-Nehru.

SAMEDI 21. — A l'O.N.U., le Conseil de Sécurité
recommande l'admission du Maroc.

dans les faubourgs d'Alger.

MARDI 24. — Grève de 24 heures de 200.000 chemi-
nists italiens.

En Angleterre, grève des ouvriers de la Bri-
tish Corporation.

JEUDI 26. — Le colonel Nasser annonce la nationa-
lisation du canal de Suez par l'Egypte.

VENDREDI 27. — Profonde agitation dans les chan-
celleries occidentales à la suite de la décision
du colonel Nasser.

SAMEDI 28. — Attentat et sabotages dans l'Algé-
rois et le Constantinois.

Tito rencontre à Corfou le premier ministre
grec.

Des troubles graves auraient éclaté en Bul-
garie, 200 morts.

LUNDI 30. — A Londres, réunion des Trois :
Grande-Bretagne, France et Etats-Unis.

Une centaine de rebelles tués dans le Cons-
tantinois.

JEUDI 2 AOUT. — Les Trois proposent l'interna-
tionalisation du canal de Suez.

Préparatifs militaires de la France et de l'An-
gleterre.

Grève de l'industrie automobile en Grande-
Bretagne.

SAMEDI 4. — Les Etats-Unis autorisent leurs ba-
teaux à payer les droits à Suez.

Procès du colonel Nasser à l'Assemblée natio-
nale.

Réforme moderniste de la justice tunisienne.

LUNDI 6. — Fin de la grève des aciéries américaines.
MERCREDI 8. — L'Inde participera à la conférence
de Londres sur Suez.

(Suite page 3 couverture.)

CYNISME OU INCONSCIENCE ?

Rarement l'impudence des gouvernements, de leur presse et de leur radio n'a été poussée aussi loin qu'elle le fut en France, en Angleterre et en Amérique, au cours de ces dernières semaines à propos de Suez ; si bien que l'on en arrive à se demander si c'est du cynisme, ou bien, simplement, de l'inconscience !

Comment !

Voici un Etat, l'Etat égyptien, qui, dans la plénitude de ses droits, nationalise une société égyptienne « régie par les lois et usages du pays » (1), exploitant en Egypte, en vertu d'une concession octroyée par l'Egypte, et... cet acte ultra-légal est qualifié par Pineau, Eden et consorts de « coup de force ».

Il est qualifié de « coup de force » par ceux-là mêmes qui ont fait exactement la même chose il y a dix ans, et sur une échelle beaucoup plus vaste !

Si la nationalisation de la compagnie du canal de Suez est un « coup de force », alors « coups de force » aussi furent les nationalisations des charbonnages, du gaz, de l'électricité, des assurances, des banques, en France ; celles des charbonnages et des chemins de fer en Angleterre. Il faut donc que MM. Mollet et Eden s'empresment de revenir sur ces coups de force en dénationalisant toutes ces industries. C'est là la condition préalable pour qu'ils puissent exiger, sans témoigner d'une inconscience qui touche à la folie, le retour de la gestion du canal entre les mains de la compagnie expropriée.

D'autant plus qu'on ne peut même pas s'abriter derrière le prétexte d'une indemnisation insuffisante, puisque non seulement il s'agit d'une expropriation avec indemnité, mais que ce sont les actionnaires eux-mêmes qui ont fixé la valeur de l'indemnité ; l'Etat égyptien s'est, en effet, engagé, rappelons-le, à payer une indemnité égale au montant de la valeur des actions de la compagnie au cours pratiqué la veille du décret de nationalisation, c'est-à-dire à la valeur que les actionnaires eux-mêmes estimaient être celle de leurs avoirs.

On a vu cependant plus fort encore !

Dans la déclaration par laquelle Angleterre, France et Etats-Unis annonçaient leur résolution de convoquer une conférence à Londres, il était déclaré sans rire que la menace faite par le gouvernement égyptien de réquisitionner les membres du personnel, qui ne demeureraient pas à leur poste, constituait une « violation d'un droit de l'homme fondamental ».

C'est bien là, certes, notre avis. Obliger un homme, quel qu'il soit, à travailler sous menace de prison est la violation d'un droit de l'homme fondamental.

Mais quand on voit cela signé par le représentant de la France et par celui des Etats-Unis, on croit rêver ! Et l'on est amené à se demander, ici encore, si le cynisme poussé à tel point n'est pas de l'inconscience !

M. Pineau, signataire de cette déclaration, ignorerait-il donc que depuis un quart de siècle le droit de réquisitionner la main-d'œuvre que le gouvernement juge nécessaire, pour un travail qu'il estime d'utilité publique, a pris place dans notre Code, et que le travailleur qui refuse d'obtempérer à cet ordre de réquisition est passible de prison, tout comme les employés du canal en Egypte ?

(1) Expressions employées dans l'acte de concession lui-même (février 1866).

Et M. Pineau serait-il à ce point ignorant de ce qui se passe au sein des autres départements ministériels pour ne point savoir que ce droit de réquisition, violation « d'un droit fondamental de l'homme », a été appliqué, il y a à peine quelques mois, par le gouvernement même dont il fait partie, aux techniciens de la radio ?

Et M. Dulles ? — Ignorerait-il la loi Taft-Hartley ? Ignorerait-il que cette loi permet à l'Exécutif américain de demander aux tribunaux de prononcer une « injonction » qui oblige les ouvriers à demeurer à leur travail, sous peine de sanctions judiciaires ?

Ainsi, pour ces Messieurs, selon que la même mesure est prise en Egypte, ou bien en France ou aux Etats-Unis, c'est une violation intolérable d'un « droit de l'homme fondamental », ou, au contraire, un droit sacré de l'Etat !

Encore une fois, lorsque la fumisterie atteint de telles proportions, ça devient de la folie... ou du gâtisme.

Et comme les gâteux se complaisent dans leur gâtisme, nos « hommes d'Etat » font preuve de la même inconscience lorsque, abandonnant le terrain juridique, ils abordent le terrain politique.

Il faut, disent-ils, assurer la liberté et la sécurité du transit dans le canal. Mais qui donc menace cette liberté et cette sécurité ?

Voici plus de 80 ans que le canal de Suez est ouvert, plus de 80 ans qu'il n'a cessé d'être situé en Egypte, donc soumis à l'autorité de l'Etat égyptien, et pendant ces 80 ans, jamais l'Egypte n'a interdit à aucun bateau de traverser le canal, sauf, bien entendu, ceux des Etats (comme Israël) avec lesquels elle se trouvait en guerre, car l'on ne saurait, évidemment, demander à un Etat en guerre d'autoriser le passage à travers son territoire d'hommes ou de marchandises destinés à l'ennemi.

Par contre, la liberté de passage dans le canal de Suez a cependant été violée, mais ça a été par l'Angleterre ! Lorsqu'en 1882, celle-ci entreprit de débarquer ses troupes en Egypte, le général anglais Wolseley, passant outre aux protestations de Lesseps, ferma le canal à tous navires autres que britanniques durant tout le temps que mit sa flotte (à laquelle la Compagnie avait refusé des pilotes) à traverser le canal (2).

D'autre part, il y a aussi une autre grande voie maritime d'importance internationale sur laquelle la liberté de passage n'a pas été respectée, bien que l'Etat qui en assurait la gestion était alors en paix avec tout le monde : c'est le canal de Panama. Et la Puissance qui y refusa la liberté de passage n'était autre que les Etats-Unis. En juillet 41 l'Amérique était en paix, en paix notamment avec le Japon. Elle n'en interdit pas moins à partir de cette date le passage du canal de Panama aux navires japonais (3), décision

(2) C'est pour empêcher le retour d'une pareille fermeture que fut conclue cette fameuse convention de 1888 dont on nous rebat les oreilles : convention qui après avoir été repoussée par l'Angleterre ne fut finalement signée par elle qu'à son corps défendant ; elle aurait, en effet, voulu rester maîtresse d'ouvrir ou de fermer le canal à son gré, ce qui lui était facile puisque ses troupes occupaient alors l'Egypte. La convention de 88 n'était point une précaution contre l'Egypte, mais contre l'Angleterre.

(3) Sous prétexte de réparations effectuées dans le canal, mais tous les navires d'autres nationalités y passaient ! (Voir « R.P. » de décembre 48).

qui faisait partie de toute cette série de provocations par laquelle Roosevelt espérait bien forcer le Japon à entrer en guerre.

Par conséquent, alors que les seuls exemples de violation de la liberté de passage dans un grand canal maritime à l'égard de Puissances avec lesquelles on n'est pas en guerre furent le fait de l'Angleterre et de l'Amérique, c'est à elles qu'on prétend qu'il faut s'adresser pour assurer maintenant la liberté du canal de Suez, et non à l'Égypte, qui n'a jamais été coupable de semblables violations !

Ici aussi, est-ce du cynisme ou de l'inconscience ? Mais, ce n'est pas tout ! Nos grands ministres socialistes, nos Pineau et nos Mollet, ces profonds penseurs qui voient loin et entendent faire de la « grande politique », prétendent dans l'affaire de Suez, non seulement assurer la liberté du canal, mais également combattre le « pan-arabisme ».

Quand le mot « pan » est lâché, ça veut tout dire ! « Pan », c'est le diable ! Pan-slavisme, pan-germanisme hier, pan-arabisme ou pan-islamisme aujourd'hui ! Pas besoin d'autres explications, ni d'autres justifications ! Du moment qu'on dit « pan », c'est qu'il faut foncer !

Eh bien ! moi, je veux bien ! Mais à une condition, c'est que l'on ne pratique pas soi-même le « panisme ». C'est qu'on ne hurle point contre le pan-arabisme, alors que l'on pratique soi-même le pan-europisme.

Car qu'est-ce donc que l'Europe, que l'on veut faire, si ce n'est la réunion en un Etat ou en une fédération d'Etats de tous les Etats d'Europe, tout comme le pan-arabisme serait la réunion en un seul Etat ou en une fédération d'Etats de tous les Etats arabes ?

Je dis « serait », car il n'en est pour le moment pas encore question ; le pan-arabisme est bien moins avancé que le pan-europisme. Dans la brochure dont Mollet a fait tout un plat, qui est intitulée « Philosophie d'une révolution » et dont l'auteur n'est point Nacer, comme le prétend Mollet (qui n'en est pas à un faux près), mais un de ses anciens amis, l'officier de chars Mohiedine, ainsi que l'a révélé le *Canard Enchaîné* et qu'il m'a été confirmé par ailleurs, il est dit simplement ceci : que les Etats arabes ayant une même communauté de culture et ayant à redouter un même danger, le colonialisme, seront amenés à constituer un mouvement commun dans lequel l'Égypte, en vertu de sa situation géographique et pour d'autres raisons, sera amenée à jouer un grand rôle. « Ce rôle de l'Égypte, dit Mohiedine, consiste à coordonner les facteurs qui mettent en mouvement les forces immenses et latentes que nous possédons pour ériger une puissance capable de redresser notre zone (la zone arabe) et lui mettre entre les mains le rôle positif et réel qui lui incombe dans l'humanité de demain » (4). C'est tout !

En tout cas, même s'il s'agissait de faire l'« Arabie », pourquoi cela serait-il abominable, alors qu'on cherche soi-même à faire l'« Europe », une pan-Europe qui comprendrait beaucoup plus d'hommes et représenterait infiniment plus de puissance et donc de danger que tout ce qui pourrait entrer dans une Arabie unifiée ? Il faut proscrire l'Europe, ou bien admettre le droit des Arabes à constituer l'Arabie.

Ainsi qu'on le voit, il n'est donc pas une seule des raisons que donnent les Occidentaux, pour s'emparer de Suez, qui ne se retourne contre eux-mêmes.

(4) Texte de l'Express.

Il y a cependant un motif à leur action, mais ce motif c'est purement et simplement leur intérêt. « Le canal de Suez nous est utile, donc emparons-nous en ! »

C'est le motif, en vertu duquel, depuis près de cinq cents ans, l'Europe prétend justifier toutes ses conquêtes coloniales.

« L'or et l'argent me sont utiles, votre pays renferme de l'or et de l'argent, donc je m'en empare. — Je mange du poivre, votre pays étant producteur d'épices, je m'en empare. — Votre territoire est limitrophe d'une de mes possessions, il est utile à la « sécurité » de celle-ci, donc je m'en empare. — Je suis mal dans les pays où je vis depuis des siècles, j'y suis persécuté, je préférerais vivre en maître dans votre pays, donc je vous en chasse et je m'en empare. — Il m'est utile de faire passer mes navires par un canal de votre pays en ne payant qu'un prix de passage inférieur au service qui m'est rendu, donc, ou c'est moi qui fixerais les tarifs, ou je m'empare de votre canal. »

Tous actes de piraterie qui n'ont d'autre justification que l'intérêt du pirate.

Eh bien, soit ! Vous êtes des pirates, continuez à vous conduire en pirates ! Mais alors, de grâce, épargnez-nous votre hypocrisie, cessez de vous présenter comme des hommes d'« ordre » et des « civilisés » !

EN TOUT CAS, PRODIGIEUSE CONNERIE !

Seulement, il y a un *seulement* !

Vous avez, en effet, oublié une chose, Messieurs ! C'est que l'Occident n'est plus seul. C'est qu'à son Orient s'est levé une grande Puissance, une Puissance qui vous dispute à la fois l'hégémonie du monde et la nature de la civilisation qui est à lui donner. Et que, dans cette lutte à mort d'où résultera, si vous êtes vaincus, la disparition de toutes vos valeurs (car, malgré votre colonialisme et votre capitalisme, vous avez tout de même produit certaines valeurs, quand ce ne serait que l'anti-colonialisme et l'anti-capitalisme), aucune carte, si vous voulez être vainqueurs, ne doit être négligée.

Or par votre comportement à l'égard de l'Égypte, vous venez non seulement d'abandonner une carte maîtresse, mais de la remettre purement et simplement entre les mains de l'adversaire, lui donnant ainsi, dès le début, dans une partie capitale, partie gagnée.

Avec votre comportement dans l'affaire de Suez, vous vous êtes aliéné, en effet, définitivement, tous les peuples libres d'Asie. Vous vous êtes fait des ennemis mortels de tous les habitants de ce Proche-Orient dont l'importance géographique a toujours été considérable puisqu'il est le point de passage entre l'Asie et l'Europe et dont l'importance économique n'est pas moindre, maintenant qu'on y a découvert les plus importantes réserves de pétrole du monde, cependant que, du même coup, vous avez perdu tout espoir d'attacher au camp de l'Occident ces fourmillières humaines du moyen et de l'extrême-Orient dont les craintes à l'égard de leurs anciens maîtres ont été plus que ravivées.

Dès que la Russie, inaugurant sa nouvelle politique de « coexistence » et de bon voisinage, fit ses offres de service à ces pays, vous aviez pourtant bien senti le danger. Le danger que la Russie ne réunisse à son cortège tous ces peuples qui pendant des siècles ont déjà eu tant à souffrir de vous. Aussi, certains des plus intelligents d'entre vous proposèrent-ils de rivaliser de généro-

sité pécuniaire avec la grande Puissance de l'Est, tandis que d'autres, comme Gaitskell, le leader travailliste, pressaient leur gouvernement d'éviter dans leur politique orientale toute « teinte d'impérialisme ».

Mais, après avoir offert des fonds pour la construction du barrage d'Assouan et que ces offres aient été acceptées, Dulles et Eden les refusaient brutalement et de la manière la plus offensante pour l'Egypte, cependant que Gaitskell, reniant son discours de la veille, la nationalisation de Suez s'étant produite entre temps, approuvait Eden d'avoir gelé les avoirs égyptiens et de se préparer à la guerre, donnant ainsi sa caution à une agression impérialiste caractérisée ! (5)

Comment voulez-vous après cela qu'Egypte et Asie puissent conserver encore le moindre espoir et la moindre confiance en qui que ce soit d'entre vous ? Comment pouvez-vous espérer qu'elles se contentent de rester même seulement neutres, qu'elles ne rejoignent pas d'une manière ou d'une autre le camp de Moscou ?

Car, naturellement, en ce moment crucial, la Russie n'est point restée inactive ; elle a profité à fond de vos fautes. Elle a jeté tout le poids de sa force du côté de l'Egypte, de sorte que celle-ci, ainsi que tous les autres pays arabes, et ainsi que l'Inde, et ainsi que l'Indonésie, sont fondés à croire, et à juste titre, que sans la crainte d'une intervention militaire russe, la flotte britannique serait déjà devant Port-Saïd et Alexandrie (6).

La Russie, rempart des pays d'Orient contre le colonialisme, défenseur de l'indépendance des peuples d'Asie, voilà la réalité qu'a créée de toutes pièces l'imbécillité des Eden, des Pineau-Mollet et des Dulles ! Réalité dont quelque cinq cent millions d'hommes, au moins, ont maintenant pleinement conscience.

Vraiment, Messieurs, vous avez fait du beau travail ! L'ombre de Staline vous en est reconnaissante !

Donc, renforcement considérable du camp de l'Est. Mais aussi, en même temps, affaiblissement, au moins aussi considérable, du camp de l'Ouest.

Bien que, pour le moins aussi important, cela est moins évident et réclame quelques explications.

Qu'il s'agisse de guerre froide, de guerre non déclarée, ou de guerre chaude, l'Occidental, et tout particulièrement le Français, n'est plus disposé à se battre pour la gloire, ni même pour le profit, car il sait trop maintenant que gloire et profit vont surtout à ceux qui n'ont point supporté le poids de la bataille.

Cependant, l'Occidental peut, peut-être encore, se battre pour une idée, pour l'une de ces idées-forces, comme disait Fouillée, qui vous obligent, presque involontairement, à agir. Or la seule Idée qui puisse être chez nous, aujourd'hui, une Idée-Force, qui soit susceptible d'enflammer suffisamment nos peuples pour leur faire accepter des risques, est précisément celle qui consiste à vouloir mettre fin au régime traditionnel de piraterie par l'établissement d'un Ordre international, c'est-à-dire par l'institution d'un véritable Droit international fondé sur le respect du droit de tous les peuples, ce qui mettrait fin aux guerres.

(5) Le fait que, craignant les dangers d'une intervention, le parti travailliste a quelque peu rétrogradé depuis ne change rien à la chose. Seul, en Angleterre, fidèle à la mémoire de Bright, le **Manchester Guardian** a eu une attitude correcte.

(6) J'écris ceci, le 31 août. Il se peut que lorsque ces lignes paraîtront, Eden ait commis l'irréparable. Alors, malheur à nous !

C'est pour cet Ordre international que le peuple français s'est battu sur la Marne et à Verdun, pensant qu'il pourrait résulter de l'écrasement du militarisme allemand. Et c'est seulement pour lui qu'il serait peut-être encore capable de se battre s'il était sûr que ceux contre lesquels il se bat sont un empêchement à l'institution de cet Ordre, tandis que ceux avec qui il se bat l'établiront.

Or c'est précisément cette croyance que l'on vient de rendre impossible pour un long temps. Comment veut-on qu'après le coup de force ou la tentative de coup de force de l'Occident contre l'Egypte, quiconque de bon sens puisse croire encore que l'Occident c'est le Droit et la Justice ? Comment veut-on, si fondamentalement vrai que ce soit, que l'on puisse continuer à penser que la Russie, c'est la Force et l'Injustice, lorsqu'on la voit, dans cette affaire, être du côté du Droit ?

Oh oui ! je sais bien, Messieurs les gouvernants, que vous ne vous rendez pas compte de cet état d'âme. Disposant, en fait, du monopole de l'information et de la propagande, vous peuplez l'air de mensonges, et l'écho ne vous renvoie que vos propres mensonges. Mais apprenez à distinguer les actes des paroles ! Les paroles sont ce qu'il y a de plus superficiel dans l'homme, il est donc facile par des moyens superficiels de les amener à être ce que l'on veut qu'elles soient. Les actions, en revanche, obéissent à des motifs plus profonds ; c'est le subconscient qui les commande. Or sur ce dernier votre propagande est sans effet ; ce sont vos actes, c'est la signification réelle de vos actes et non votre verbiage qui pénètrent dans le subconscient, et ce sont eux seuls, par suite, qui décident du comportement des individus.

Il n'est pas un Français qui ne sente, dans son for intérieur, même s'il dit le contraire, que dans l'affaire de Suez, comme dans celle d'Algérie, vous vous conduisez en forbans ; aussi, le jour où il lui faudra prendre des décisions qui engageront sa personne, il ne se sentira point lié par des ordres de forbans ; il ne marchera pas, il chantera « la quille », et, en fait des soldats de l'an II ou de ceux de la Marne, vous aurez tout juste les fuyards de 40. Entrer en guerre contre la Russie pour Suez serait aussi catastrophique qu'il le fut d'entrer en guerre contre Hitler pour Dantzig.

Voilà le plus grand danger ! Le divorce grandissant entre les principes dont vous vous parez et la manière dont vous agissez conduit inévitablement à la démoralisation de vos peuples. A la démoralisation de l'Occident !

En démoralisant l'Occident, en faisant une dérision des idées et des principes au nom desquels vous l'invitez à combattre, vous lui enlevez toute raison de se battre, et vous donnez, par là aussi, dès maintenant, partie gagnée au despotisme moscovite.

Robert LOUZON.

N.D.L.R. — Les journaux annoncent que par une lettre du 9 septembre à M. Menzies, le président Nasser rejette les propositions des Dix-huit et réaffirme la politique de son gouvernement :

- Assurer la liberté de passage sans discrimination par le canal de Suez ;
- Développer le canal de Suez de façon à le rendre propre aux besoins futurs de la navigation ;
- Etablir des taux et des droits justes et équitables ;
- Assurer l'efficacité technique du canal de Suez.

LETTRES

Du camarade Franc, instituteur de la Loire :

Il faut bien aussi vous écrire pour vous dire son accord, quand tant d'autres vous manifestent leur hostilité. Je conçois qu'on ne partage pas vos vues, nos vues sur tel ou tel problème, mais qu'on quitte la R.P. parce qu'on n'est pas d'accord sur chaque virgule, voilà qui témoigne d'un esprit curieux. Mon pauvre Louzon, tu dois rigoler franchement et je te comprends. Moi qui te connais un peu, t'ai vu, j'entends ton rire d'ici. Tu étais Américain, tu deviens un farouche partisan de l'Eglise! Louzon défenseur des curés, du catholicisme, du capitalisme! Voile-toi la face ô R.P.! où te voilà tombée?... Est-il possible que les gens aient l'esprit aussi étroit?...

Rassurez-vous, ceux de la R.P., le bon sens a encore droit de cité. Je pense comme vous et des milliers de non-intellectuels pensent comme vous que quelque chose change dans l'Eglise qui mérite toute notre attention, si nous ne voulons pas justement être anéantis par elle. A force d'abandonner aux autres les idées révolutionnaires essentielles, la lutte de classe et l'audace, nous finirons par être à la traîne irréductiblement et nous aurons beau crier « à bas l'Eglise! » de toutes nos forces et sur tous les tons, nous aurons bonne mine.

La politique de l'autruche mène à des catastrophes. Les forts n'ont besoin que de voir clair et de marcher, même à contre-courant. Surtout à contre-courant. N'est intellectuel que celui qui accepte des pensées autres que la sienne, les pèse, les discute, les accepte ou les rejette, mais à la lumière de la raison, à la lumière surtout des faits. Les hommes libres, les véritables libres-penseurs, partent de l'expérience plutôt que d'affirmations gratuites et de dénégations improductives.

Hélas! notre époque est celle du conformisme le plus étroit, du fascisme larvé le plus étendu, et trop de « libres-penseurs » et trop de « révolutionnaires » ne sont que des croyants d'un autre genre assoiffés d'autres dogmes, aspirant à la quiétude d'une nouvelle religion et à la facilité d'une construction de l'esprit qui efface les réalités et la puissance de la vie. Les mythes sont toujours bien vivaces et c'est le mérite de la R.P., de Louzon, du Cercle Zimmerwald d'aller contre, même si parfois les idées émises sont discutables et surtout si parfois ces idées « crispent », « hérissent », ou détruisent la mollesse des conceptions acquises.

**

Du camarade Pochier, instituteur du Doubs :

Je tiens à vous assurer de toute ma sympathie et de toute mon approbation pour votre attitude si courageuse et si nette dans l'affaire algérienne. C'est pour moi un puissant réconfort que de lire chaque mois les « notes d'économie et de politique » : j'y puise quantité de renseignements intéressants et surtout une raison d'espoir.

C'est pourquoi je suis vraiment stupéfait de l'attitude de camarades comme Dumas, Nenert ou Salençon. Il est triste surtout de constater que ces camarades se croient obligés de constater que ces camarades se croient obligés de rompre avec la R. P. pour la seule raison qu'ils sont en désaccord avec vous dans l'affaire algérienne. Hagnauer a parfaitement raison d'écrire : « L'abonnement à la R. P. prouve simplement que l'on est capable de supporter l'expression d'un non-conformisme qui cependant se conforme à une tendance morale : celle de défendre par la parole et la plume ceux qui n'ont pas les moyens matériels de se défendre contre une puissance oppressive ». L'ami Lorulot a écrit dans le même sens, dans « l'Idée Libre », un très bel article : « Dois-je briser ma plume ».

Dans le même ordre d'idées, je trouve tout à fait... suave d'accuser l'ami Louzon de faire l'apologie de l'Eglise catholique. Il y a longtemps que je pense, comme Louzon, qu'une Eglise se disant évoluée (et le manifestant dans certains faits notoires) sera beaucoup plus dangereuse qu'une Eglise se cantonnant dans les anciens principes. En tant que libre-penseur, j'approuve absolument Louzon quand il écrit : « Le jour où ce ne seraient plus des libres-penseurs que l'on verrait à la tête de toutes les grandes causes, la libre-pensée serait bientôt réduite à disparaître. Etc. » Il est malheureusement évident que, dans leur grosse majorité, libres-penseurs, rationalistes, francs-maçons, etc. (le terme « libre-penseur » étant pris dans son sens le plus large) d'aujourd'hui ne « réalisent » nullement cette évidence dont parle Louzon et, par là, font inconsciemment le jeu de l'Eglise. Par contre, je suis persuadé que les dirigeants de la « Libre Pensée » proprement dite ne sont pas colonialistes.

Les libres-penseurs anticolonialistes (dont je suis) ne peuvent récuser l'aide que leur apportent « l'Esprit », « Témoignage Chrétien », ainsi que des hommes comme Marrou, Domenach, Barrat. Ils peuvent seulement regretter (comme Louzon) que ceux qui devraient être à la pointe du combat se soient laissés « souffler » leur place (mais encore une fois ce n'est pas le cas d'un Lorulot, par exemple!)

Avant de terminer, je vais encore vous dire mon accord avec votre « Lettre ouverte à MM. Khrouchtchev et Boulganine ».

Il y a quelques années, j'avais écrit à Louzon et à Hagnauer pour les mettre en garde contre un anticommunisme (et un pro-américanisme) systématique. Je ne puis maintenant que reconnaître la justesse de leur position actuelle.

**

LETTRE OUVERTE au camarade Bothereau

Secrétaire Général
de la C.G.T. Force Ouvrière

Nous avons donné connaissance aux responsables des syndicats du communiqué de la Commission exécutive du 27 juillet 1956.

Voici l'opinion générale, qui est aussi la nôtre.

Les salariés de base, tant du secteur privé que public, ont actuellement des salaires qui ne leur permettent pas de vivre décemment et ne leur donnent pas la possibilité d'entretenir leur femme, qui est obligée d'aller travailler ; ils estiment que le communiqué de la Commission exécutive n'est que du bla-bla-bla à l'eau de rose et qu'il faudra des positions et des luttes autrement plus directes pour faire comprendre à la bourgeoisie et au gouvernement le mécontentement des salariés.

Personnellement, nous estimons que pour comprendre ce mécontentement, les secrétaires confédéraux devraient être mis au Salaire Interprofessionnel Minimum Garanti.

N'ayant pas l'intention d'ouvrir une polémique, vous êtes dispensé de répondre, il s'agit simplement d'une communication.

Nous vous prions de croire, camarade, à nos cordiales salutations.

MARTIN, secrétaire de l'Union locale F.O. de Cannes.

IVARS, des Hospitaliers.

LAINE, des P.T.T.

RISSO, du Trésor.

1906-1956

L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS

Il est difficile d'utiliser en Histoire des normes et des mesures précises, comme en mathématiques et en physique. Mais si les phénomènes ne se succèdent pas selon un ordre rigoureux, si les courbes des évolutions économiques, sociales et politiques ne présentent jamais un parallélisme parfait, il suffit d'embrasser une période pour constater que la succession est orientée, sinon ordonnée — et que les variations exprimées par les courbes sont interdépendantes.

Si l'année 1906 marque un point culminant dans le mouvement ouvrier, cela ne signifie pas qu'elle date un tournant essentiel dans l'évolution générale. Mais ce n'est pas par hasard qu'elle se détache de la chronologie. La Charte d'Amiens aurait pu sans doute être rédigée et votée avant 1900 ou après 1914. Elle se perdrait aujourd'hui dans les archives des congrès ouvriers. Elle n'aurait pas acquis cette valeur permanente qui par-delà cinquante ans coupés par des catastrophes cosmiques alimente encore nos discussions actuelles.

I. — 1906 économique :

Un pays de créanciers et de rentiers dans un monde en mouvement

Dépression et reprise de 1892 à 1906

Nous possédons aujourd'hui quelques études générales sur l'Histoire économique de la France et de l'Europe qui nous permettent d'échapper à la dangereuse simplification de certains schémas « marxistes ». Entre autres : *l'Histoire économique de la France* d'Henri Sée. Celui-ci note une dépression générale de 1883 à 1896, avec un relèvement de plus en plus rapide jusqu'en 1906 et au-delà.

Hubert Heaton, dans son œuvre — plus sommaire — sur *l'Histoire économique de l'Europe*, confirme cette donnée par l'observation — banale aujourd'hui — que la montée des prix de gros est un signe de prospérité. De 1873 à 1896, tendance à la baisse, de 1896 à 1919, tendance à la hausse.

L'indice de 1896 à 1908 passe de 88 à 117 en Angleterre, de 82 à 118 en France.

Il n'est pas sans intérêt de relever dans H. Sée quelques repères de l'évolution économique de la France de 1871 à 1900.

Le commerce général passe de 9.523 millions en 1896 à 15.388 en 1909.

De 1890 à 1900, le nombre des locomotives a augmenté de plus de 2.000 — la puissance des machines industrielles a plus que doublé, alors que leur nombre n'a augmenté que d'un tiers.

Dans l'industrie cotonnière, on compte plus de 100.000 métiers mécaniques en 1900 contre 72.000 en 1889. De 1869 à 1900, la consommation de la laine a doublé. Le nombre des métiers mécaniques pour la soie passe de 4.000 à 5.000 en 1871, à 25.000 en 1884, à 30.000 en 1900.

Paul Louis, dans son *Histoire de la classe ouvrière*, nous présente un baromètre assez précis de l'activité économique, avec la somme des billets escomptés par la Banque de France de 1885 à 1913. Baromètre qu'il faut savoir lire, car il ne mesure que le volume des échanges et non l'évolution industrielle. Mais la progression — et les

régressions provisoires — demeurent fort édifiantes.

De 1885 à 1891, progression de 9.250 millions à 10.018. Chute en 1892 à 8.415 (en 1882 ce fut le krach de l'Union Générale, banque d'affaires. C'est la période trouble des scandales de Panama, du boulangisme, de la crise agraire, des attentats anarchistes).

1896 marque une première reprise avec 9.924 millions. Forte hausse jusqu'à 12.247 millions en 1900. Nouvelle chute à 9.555 en 1902. Reprise d'abord bénigne : 11.085 en 1903.

Chute légère à 10.834 en 1904 — et montée en flèche de 13.980 en 1906 à 14.550 en 1910 et 20.000 en 1913.

De 1885 à 1913, le volume des échanges de marchandises a donc plus que doublé.

Résistance des vieux pays.

Progression rapide des pays neufs.

L'évolution de la France garde un caractère original. En valeur absolue, les données qui précisent la progression industrielle paraissent impressionnantes. Relativement à l'essor prodigieux des « pays neufs » : Allemagne et Amérique, elles témoignent d'un ralentissement de la cadence et expliquent la démocratie conservatrice vers laquelle tend la bourgeoisie française de 1900 à 1914.

La peur du risque, déjà dénoncée par Colbert, la phobie du nouveau amputant le patrimoine familial pour le faire fructifier (J.-Richard Bloch dans « Et Cie » a fort heureusement romancé cette « traditionnelle stagnation », lors de la grande crise du textile des années 1880) restent les traits dominants de la classe des négociants et industriels. Et les petits bourgeois aventureux, s'ils rêvent de voyages, ne s'évadent que par la spéculation financière sur de lointaines et mystérieuses entreprises... (où leur épargne disparaîtra parfois), à moins que la prudence n'en retienne tout ou

partie, dans les emprunts de l'Etat français... ou des Etats étrangers, le russe principalement.

De 1886 à 1891, tandis qu'en Europe et en Amérique, le libéralisme économique est déjà menacé par la tendance au monopole et les premiers essais de trusts et de cartels, les capitaux européens sont attirés par le prodigieux développement des chemins de fer aux Etats-Unis, les profits du canal du Panama, le développement économique de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Argentine, la prospection d'un or problématique en Amérique du Sud.

Mais de sensationnels écroulements vont renverser la tendance dès 1892 : l'échec de Panama, la médiocrité des résultats en Amérique du Sud, la faillite des banques australiennes, la banqueroute de la grande banque Baring aux Etats-Unis.

Les plus vieux pays capitalistes : l'Angleterre et la France, résisteront plus facilement à la tourmente. La Banque d'Angleterre et la Banque de France collaborèrent pour éviter un effondrement général des cours, lors de la banqueroute Baring. Et surtout l'expansion coloniale qui s'acheva dans la première décennie du XX^e siècle, le partage de l'Afrique, l'exploitation de l'Inde et de l'Indochine assuraient aux deux vieux capitalismes avec le minimum de risques le maximum de profits, et les ont associés dans une Entente cordiale qui — à travers pas mal de querelles de ménage — se révèle toujours aussi solide.

Capitaux qui voyagent

Henri Sée fournit sur l'activité bancaire d'autres précisions non moins édifiantes.

La Banque de Paris et des Pays-Bas — qui exerça sous Finau une grande influence politique pendant l'entre-deux-guerres (au moins jusqu'à la crise de 1929) — fondée en 1872, « type de la banque d'affaires », participa surtout à l'émission d'emprunts d'Etats et de services publics étrangers : en particulier les chemins de fer d'Amérique du Sud et de Chine.

La Banque de l'Union Parisienne reprise en 1882 par la haute finance protestante finança surtout le commerce extérieur français, les entreprises de gaz et d'électricité, émit les emprunts des banques et des gouvernements étrangers.

La Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie fondée en 1901, malgré son titre, n'aurait soutenu que fort médiocrement les industries nationales.

Les grosses banques de crédit : Société Générale, Crédit Lyonnais, Comptoir d'Escompte portent leur clientèle sur les emprunts publics français et étrangers.

Le « portefeuille français » sur 120 milliards en 1914 comptait 50 milliards de valeurs étrangères.

Au début du XX^e siècle, l'exportation des capitaux anglais et français devient le phénomène le plus marquant. La France particulièrement se présente en 1914 comme un pays de « créanciers ». Position apparemment favorable. Mais le « créancier » personifie le capitalisme conservateur, donc la stabilisation, même la stagnation. Tandis que le débiteur personifie le capital en formation, donc naturellement dynamique. L'évasion des capitaux vers les profits les plus faciles prive de ressources suffisantes certaines branches de l'activité nationale, particulièrement la construction, d'où crise endémique du logement.

Cependant, tandis que les vieilles industries s'orientent vers les monopoles privés, par la constitution de groupements de syndicats patronaux : *Comité des Forges, Comité des Houillères, Consortium textile*, de nouvelles industries : production électrique, automobile, produits chimiques, caoutchouc, se développent de plus en plus rapidement.

Mais il faudra la guerre de 1914, l'endettement public, la ruine des créanciers, l'inflation pour que se produise ce que Michel Collinet appelle « la grande mutation de l'industrie française » de 1920 à 1930.

Jacques Bonhomme... vit encore, plus Bonhomme que Jacques

Un autre élément joue dans la conjoncture de 1896 à 1906 et 1914. C'est la situation de l'agriculture française. Sur le marché mondial, à partir de 1875, et plus lourdement de 1882 à 1892, celle-ci avait subi une très grave dépression, marquée par la baisse des prix.

Le protectionnisme — personifié par le politicien « gambettiste », que l'on appela « Méline-Pain cher » et qu'Anatole France désignait sous le nom de Robin-Mielleux — imposa le tarif de 1892, encore aggravé par celui de 1910 qui augmenta dès sa promulgation de 80 % les droits sur les blés importés.

Aussi, depuis 1896, l'agriculture française connut-elle une nouvelle prospérité qui consolida et développa la petite propriété. Non seulement le nombre des grandes exploitations de plus de 100 hectares tomba de 33.280 en 1892 à 29.541 en 1908, mais, loin de se concentrer, la propriété se démembra encore. En 1908, près de la moitié des exploitations mesurent moins de 1 hectare. Sur 5.500.000 au total, 4.500.000 mesurent moins de 10 hectares. En 1896, sur plus de 8 millions d'agriculteurs, si l'on comptait près de 2 millions de fermiers, métayers ou journaliers, près de 1 million et demi ne possédaient aucune propriété. En 1906, cette population de salariés agricoles avait diminué de plusieurs centaines de milliers d'individus. Les migrations internes de la campagne à la ville, quoique très importantes, n'atteignirent jamais l'ampleur et la rapidité du phénomène en Angleterre et en Allemagne (sans parler de la Russie depuis 1917).

De 1846 à 1906 la population française monta de 35 millions à 39 millions d'habitants. En 1846, les pourcentages de la ville et de la campagne donnaient 24,4 % à celle-là contre 75,6 à celle-ci.

En 1876, 32,4 % contre 67,6 %.

En 1906, 42,1 % contre 57,9 %.

C'est seulement au lendemain de la guerre de 1914 que la population urbaine équilibra la population rurale.

L'examen des mouvements au sein de la population active révèle une progression assez faible dans l'agriculture (8.800.000 en 1906 contre 7.200.000 en 1866).

Pendant la même période, les effectifs de l'industrie montent de 4.600.000 à 7.200.000 — ceux des mines de 78.000 à 205.000 — ceux de la métallurgie de 345.000 à 856.000. Mais ce sont encore les professions commerciales qui enregistrent la plus forte croissance : 972.000 en 1866 — plus de 2 millions en 1906.

Il convient d'ajouter que les administrations publiques avaient presque doublé leurs effectifs, ainsi que les professions libérales.

Il paraît quelque peu surprenant qu'à la croissance de l'industrie corresponde une relative stabilisation de la population active des campagnes. Sans doute faut-il tenir compte de l'augmentation générale de la population, de l'incorporation des femmes salariées dans les bataillons industriels. Aussi de l'immigration déjà assez dense de travailleurs étrangers (plus d'un million selon Paul Louis, en 1906), principalement : Italiens, Belges et Luxembourgeois.

L'angoisse des prévisions sous la stabilité relative

Pour résumer, il apparaît donc que 1906 se situe au bout de dix années de reprise mondiale. L'industrialisation des grandes nations comme les Etats-Unis et l'Allemagne — avec un temps de retard sur l'Angleterre et la France — s'accomplit à un rythme beaucoup plus rapide que celui de la révolution économique du XIX^e siècle. L'exportation des capitaux anglais et français et l'expansion colonialiste des deux vieilles puissances atteignent leur point culminant. Les deux Etats garantissent par l'exploitation des pays et des peuples conquis outre-mer les sur-profits de nobles et grands bourgeois, héritiers en France des puissants armateurs, négriers, acquéreurs de biens nationaux, brasseurs d'affaires du XVIII^e et du XIX^e siècle.

La grande finance calviniste ou juive retrouve, après la tourmente cléricale et antisémite de la fin du siècle, les survivants du faubourg Saint-Germain, dont les blasons dorés servent quelquefois d'enseignes à de fructueuses opérations financières.

Les « deux cents familles » (1) se partagent les sièges au Conseil de la Banque de France et dans les directions des grands réseaux ferroviaires. Et plus à l'ère, plus monopolisatrice que l'ancienne, une véritable féodalité économique domine les vieilles industries : Comité des Houillères, Comité des Forges, Consortium textile. En Meurthe-et-Moselle et dans le secteur de Roubaix-Tourcoing, le patronat enserre déjà dans le réseau de ses œuvres « paternalistes » des travailleurs et leurs familles dont les revendications sont souvent paralysées par les liens qui fixent leur foyer au sol de l'exploitation, aussi par la densité de l'immigration (en Meurthe-et-Moselle, 40.000 à 50.000 ouvriers allemands, italiens, belges dont la grande majorité ne comprennent pas le français et que la menace d'expulsion contraint à la servilité).

Cependant si l'industrie prédomine dans la Seine, le Nord, le Rhône, la Seine-Inférieure, le Pas-de-Calais, la Loire... la majorité des départements demeurent à prédominance agricole. La petite propriété paysanne morcelle les quatre cinquièmes de la terre cultivée et constitue la base la plus ferme, la mieux établie de la Démocratie.

La petite bourgeoisie comprend une masse de petits épargnants, qui vivent assez facilement des

(1) Nous reprenons le slogan de 1935. Bien entendu ce nombre de 200 n'est probablement pas exact.

« miettes » des placements étrangers et des pillages coloniaux. A l'ombre des grandes usines et des grandes firmes commerciales les petits artisans et les petits commerçants se maintiennent et même se renforcent.

Cependant au sein de cette bourgeoisie petite et moyenne, à la fois libérale et conservatrice, les contingents de petits fonctionnaires, en augmentation constante, représentent l'élément « progressiste », l'aile marchante qui se rapproche de plus en plus du prolétariat dont elle adopte souvent le style revendicatif et même les moyens de lutte.

Dans l'ensemble, plus encore que l'Angleterre — où la séparation des classes était plus nettement tranchée, où la paysannerie et la petite bourgeoisie n'exerçaient que peu d'influence — la France paraît (sous des luttes de partis politiques, dont l'âpreté est fonction de la médiocrité des mobiles) avoir atteint une sorte de stabilité dans l'aisance, une sorte d'équilibre social qui lui permettra de subir, beaucoup moins lourdement que les autres pays capitalistes, la crise de 1907.

Mais, sous les falbalas, les dômes en toc de l'architecture Dufayel, les « coucheries » des théâtres boulevardiers, le panache poussiéreuse de Cyrano, subsistait une sorte d'angoisse diffuse, dont quelques têtes clairvoyantes décelaient la cause profonde. C'est qu'à cette stabilité relative s'opposaient les mouvements amples et prolongés par lesquels s'accomplissait l'industrialisation du monde. Les monopoles nationaux, forts de leur situation acquise, n'atteignaient pas la puissance — en pleine croissance — des firmes internationales qui, constituées principalement aux Etats-Unis et en Allemagne, tendaient à accaparer « les minerais », à soumettre, pour chacun, le marché mondial sous une seule direction. C'était réalisé ou tenté ou en voie de réalisation pour l'iode, le nickel, le plomb, le zinc, l'aluminium, le cuivre, l'étain, surtout le pétrole... (2)

Dans cette France, à la fois agitée superficiellement et stabilisée en profondeur, où les remous du monde ne s'entrevoient qu'à travers les querelles diplomatiques, les puérilités chauvines, les modes passagères, le syndicalisme révolutionnaire apparaît en 1906 non comme une partie du « concert », mais, au contraire, comme l'élément discordant, « le trouble-fête », la force qui se tend — même sans qu'elle en soit tout à fait consciente — vers l'avenir, ses conflits, ses catastrophes, ses institutions...

(2) Cf. discours du député radical Margainé prononcé à la Chambre, le 21 novembre 1913, reproduit dans la *Vie Ouvrière* du 5-1-1914.

II. - 1906 politique :

Radicalisme gouvernemental et unité socialiste

Du chapeau de Loubet au ventre de Fallières !

Quelle était la situation politique en 1906 ? Exprime-t-elle cette tendance à l'équilibre social d'un peuple dont les capitalistes et les rentiers se présentaient comme les créanciers du monde ?

L'affaire Dreyfus conclue au début du siècle avait assuré la victoire de la Démocratie, telle que l'avaient conçue les intellectuels libéraux, telle que la désirait la petite bourgeoisie. La génération des « républicains de l'Empire » avait sans doute tenté de créer un Etat laïque suffisamment respecté et redouté. Elle avait vaincu les gens de « l'Ordre moral » en abattant Mac-Mahon. Elle avait contenu le cléricisme en instituant l'en-

seignement laïque. Elle avait engagé la grande politique coloniale qui détournait vers l'outre-mer aussi bien l'affairisme capitaliste que le chauvinisme revancharde. Mais l'écrasement du boulangisme avait épuisé ses forces. Affaiblie par la dépression économique et les scandales financiers, elle s'était montrée incapable de résister à la caste militaire et au cléricisme réactionnaire.

A la fin du XIX^e siècle, l'élection d'Emile Loubet (3) à la présidence de la République inaugura

(3) Il n'est pas sans intérêt de rappeler que la famille de Loubet prolongea le républicanisme honnête du Président. Sa fille, Mme de Saint-Prix soutint les entreprises pacifistes et humanitaires les plus audacieuses; elle flirta même avec les communistes.

